

Évolutions bancaires et monétaires en Polynésie française au 30 septembre 2013

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

L'économie mondiale progresse encore faiblement au premier semestre 2013, atteignant 2,5 % en moyenne, soit un rythme comparable à celui du deuxième semestre 2012. La croissance commence à ralentir dans les pays émergents, tandis qu'elle montre des signes de renforcement dans plusieurs pays avancés. Selon les dernières estimations du Fonds Monétaire international (FMI) d'octobre 2013, l'économie mondiale devrait progresser de 2,9 % sur l'ensemble de l'année 2013 (contre + 3,2 % en 2012 et +3,9 % en 2011).

Dans la zone euro, la croissance perd de la vitesse au troisième trimestre 2013, avec un PIB en hausse de 0,1 % (+ 0,3 % à fin juin 2013), pénalisé par le faible dynamisme de la consommation privée et le niveau élevé du chômage. Après avoir rebondi au deuxième trimestre, le PIB français se replie de 0,1 % au troisième trimestre, tandis que l'activité allemande évolue encore favorablement (PIB en hausse de 0,3 %).

Lors de sa réunion du 7 novembre le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,25 %, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 25 points de base, à 0,75 %, le taux d'intérêt de la facilité de dépôt demeurant inchangé, à 0,00 %. Dans sa déclaration introductive M. Draghi a indiqué : « L'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire. Elle continuera donc également de soutenir la reprise progressive de l'économie reflétée par les indicateurs de confiance jusqu'en octobre (...). »... « Après la baisse des taux de ce jour, le Conseil des gouverneurs a réexaminé les indications données en juillet sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE et confirmé qu'il continue de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels, voire inférieurs, sur longue période (...). ».

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

L'amélioration perçue au deuxième trimestre 2013 aura été de courte durée : les banques de la place de Papeete constatent à fin septembre à la fois une stagnation de leur activité de crédit et un ralentissement dans la collecte de dépôts, dans un contexte économique morose et sans orientation franche.

Stabilisation de l'encours des crédits

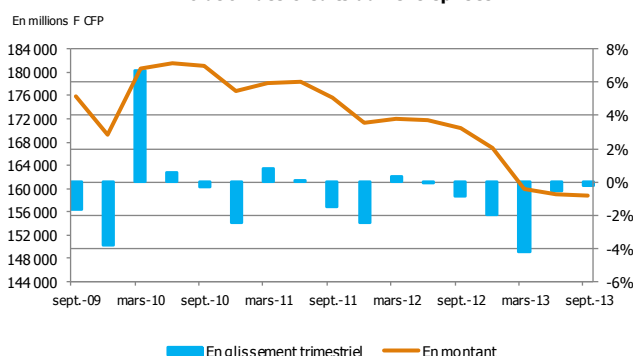
Après une reprise notable au deuxième trimestre (+0,5 %), l'encours sain des crédits octroyés par les banques locales se stabilise (+0,1 % à fin septembre 2013), faute de dynamisme de la production de crédits. Son évolution en glissement annuel demeure donc négative (-1,2 %, après -1,7 % au trimestre précédent).

Repli des crédits aux entreprises

L'encours sain des crédits aux entreprises se replie pour le sixième trimestre consécutif : il se contracte de 0,2 % sur trois mois et de 6,9 % en rythme annuel. Le recul des crédits d'exploitation (-4,5 %), et en particulier des comptes ordinaires débiteurs (-11,1 %), n'est pas compensé par la hausse des crédits d'investissement (+5,8 %).

L'évolution de ces crédits tient d'ailleurs à l'octroi d'un important prêt à une entreprise locale en septembre 2013, et non à un véritable redémarrage de l'investissement. En effet, les intentions d'investissement des chefs d'entreprise, qui avaient rebondi au deuxième trimestre, rechutent sur la période de référence.

Évolution des crédits aux entreprises



Timide reprise des crédits aux ménages

Relativement stable au deuxième trimestre 2013 (+0,1 %), l'encours sain des crédits aux ménages s'accroît de 0,8 % au troisième trimestre (+0,9 % en glissement annuel).

Les crédits à l'habitat, qui représentent 62 % de l'encours global des ménages, poursuivent la tendance à la hausse observée depuis plusieurs trimestres (+0,8 % au troisième trimestre, après +0,1 % au précédent), bénéficiant de taux favorables.

Dans un contexte de faiblesse de la consommation des ménages, l'encours des crédits à la consommation demeure stable sur le trimestre (+0,1 %), mais en baisse sur un an (-0,9 %).

Recul des crédits aux collectivités locales

Après trois trimestres très dynamiques (+13,6 % au deuxième trimestre 2013, après +16,5 % au premier et +12,9 % fin 2012), l'encours sain des crédits aux collectivités locales se replie de 5,7 % à fin septembre 2013 sur trois mois. L'encours atteint 12 milliards de F CFP : il s'inscrit en hausse de 41 % sur les douze derniers mois.

Une sinistralité toujours élevée, mais qui se stabilise

La qualité du portefeuille de créances des banques de la place se maintient au troisième trimestre 2013. L'encours des créances douteuses brutes, en hausse depuis le début de l'année, se stabilise (+0,2 % à fin septembre). En glissement annuel, il se contracte de 0,6 %.

Le taux de créances douteuses brutes reste inchangé à 12,7 %. Le taux de provisionnement est pour sa part en hausse de 1,9 point sur le trimestre et de 5,7 points sur l'année, à 56,9 %.

Légère contraction des actifs financiers

Après un rebond de +2,2 % à fin juin 2013, les actifs financiers collectés par le système bancaire local sont en repli de 1,5 % au troisième trimestre. L'encours, d'un montant de 399,6 milliards F CFP, conserve toutefois une orientation positive sur un an (+2,9 %).

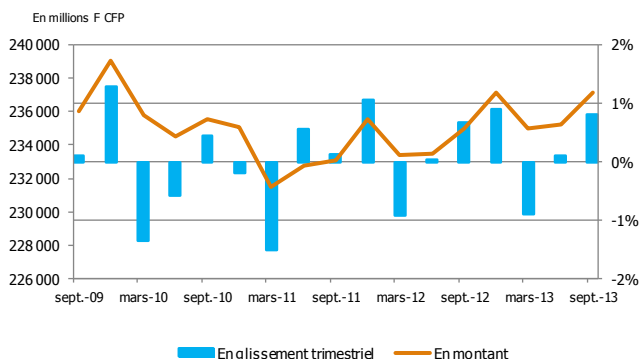
Les dépôts à terme, qui avaient crû de 7,7 % au deuxième trimestre 2013, se contractent de 4,1 % à fin septembre 2013, principalement en raison de tombées d'échéances sur la clientèle entreprises (-6,6 %), mais aussi du retrait de quelques gros clients parmi les ménages (-2 %) et les collectivités locales (-7,9 %).

Les autres dépôts locaux varient peu sur le trimestre : -0,2 % pour les dépôts à vue et +0,1 % pour les comptes sur livrets.

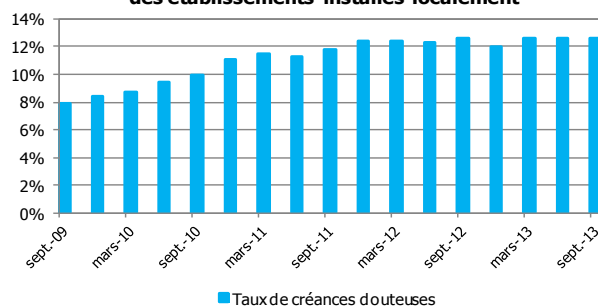
Les autres placements auprès du système bancaire local

Les autres placements proposés à la clientèle polynésienne par les banques locales (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations, etc.), non transformables pour leur activité de financement, augmentent sur le trimestre (+0,7 %), dynamisés par les actions (+16,4 %), qui bénéficient de la bonne tenue des cours boursiers. L'encours des contrats d'assurance-vie (65,6 milliards de F CFP), qui constitue le principal produit d'épargne géré à l'extérieur de la zone d'émission, progresse faiblement (+0,2 % sur le trimestre, -0,8 % en glissement annuel).

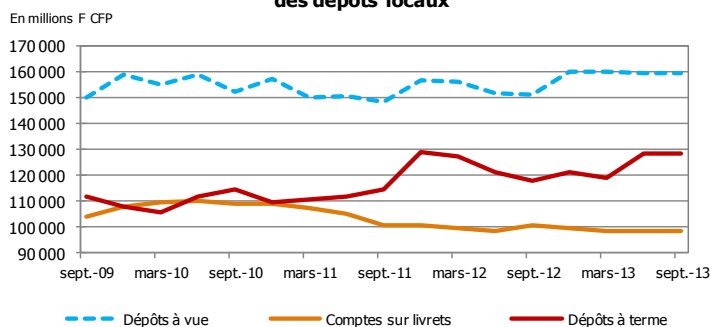
Évolution des crédits aux ménages



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Évolution des principales composantes des dépôts locaux



Au total, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques se replie de 1,1 % sur le trimestre, à 478 milliards de F CFP.

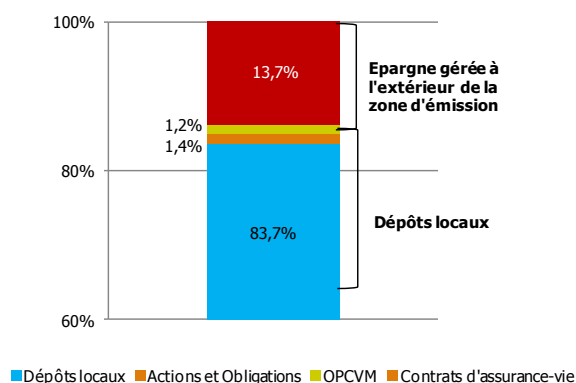
La baisse observée provient essentiellement des sociétés non financières (-4,5 %) et, dans une moindre mesure, des ménages (-0,8 %). Elle est tempérée par la hausse des placements des autres agents (+7,2 %). Sur un an, la croissance des actifs financiers détenus par les polynésiens s'affiche à 2,2 %.

En progression depuis le début de l'année (+1,4 % au premier trimestre et +1 % au second), les placements des ménages se contractent de 0,8 % au troisième trimestre. Les comptes à vue (-1,8 %) et à terme (-2 %) ainsi que les comptes sur livrets (-0,3 %) participent à ce retrait, tandis que l'épargne à long terme augmente légèrement (+0,5 %), notamment l'assurance-vie (+0,2 %) et les portefeuilles-titres (+5,8 %).

Après un rebond de 13 % au trimestre précédent, les actifs des sociétés non financières diminuent de 4,5 % sur trois mois. Ce repli affecte les dépôts à vue (-3,3 %) et à terme (-6,6 %), l'épargne à long terme étant en revanche bien orientée (+10,5 %).

Enfin, les actifs financiers des autres agents progressent de 7,2 % au troisième trimestre, sous l'influence d'importants mouvements sur les dépôts à vue d'institutionnels (+22,4 %), notamment en raison d'arbitrage sur les comptes à terme (-7,9 %). Ils demeurent néanmoins stables sur un an (+0,3 %).

Répartition des dépôts



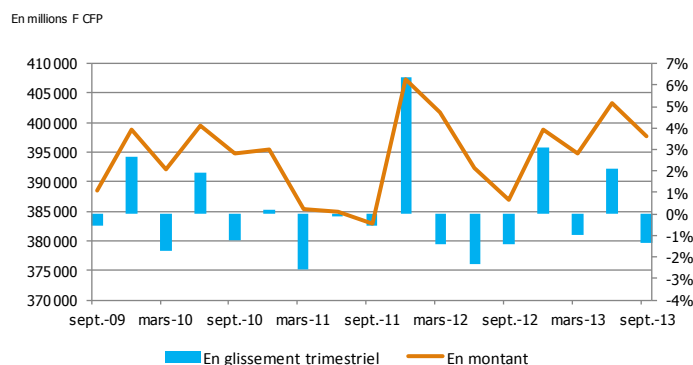
Dégradation du solde emplois - ressources des banques

Masse monétaire en recul

La masse monétaire M3 est en recul de 1,4 % sur le trimestre (+2,1 % au trimestre précédent). Cette évolution est principalement liée au repli des dépôts à terme (-4,1 %), les dépôts à vue (-0,2 %) et les comptes sur livrets (-0,3 %) diminuant moins significativement.

Toutefois, sur un an, la masse monétaire M3 poursuit sa progression au même rythme qu'au trimestre précédent (+2,8 %), sous l'impulsion des dépôts à vue (+5,5 %) et à terme (+4,2 %). Elle s'élève à 398 milliards de F CFP à fin septembre 2013.

Évolution de la masse monétaire



Amélioration de la position extérieure nette

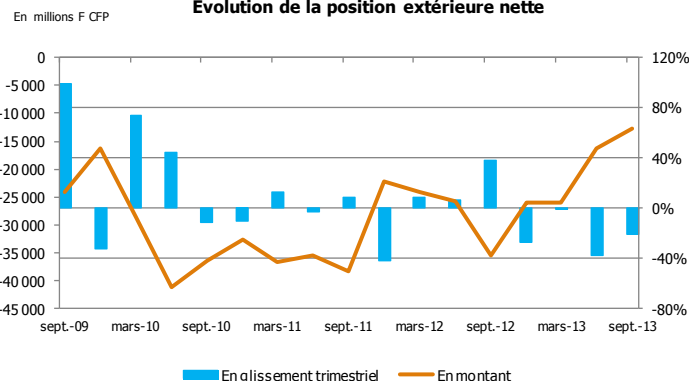
À fin septembre 2013, les ressources des établissements de crédit locaux atteignent 495 milliards de F CFP. Elles se stabilisent sur le trimestre (-0,2 %), mais s'affichent en baisse de 1,9 % sur l'année.

Essentiellement issues des dépôts collectés sur la place (79 % du total au troisième trimestre 2013), elles sont complétées par les ressources propres des banques

Ces ressources concourent au financement de l'activité de crédit des banques (à 97 % à fin septembre 2013). Plus précisément, les dépôts de la clientèle permettent de couvrir 81 % des crédits octroyés.

La hausse des crédits bruts sur le trimestre (+0,6 %) et la contraction des dépôts nets collectés (-1,4 %) au troisième trimestre 2013 conduisent à une dégradation de 5,9 milliards de F CFP du solde emplois-ressources clientèle des banques locales (-90 milliards de F CFP à fin septembre).

Évolution de la position extérieure nette



A l'inverse, la position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission), bien que toujours négative, continue de s'améliorer : elle est de -12,7 milliards de F CFP à fin septembre 2013, après -16,2 milliards de F CFP au 30 juin et -35,6 milliards de F CFP un an plus tôt.

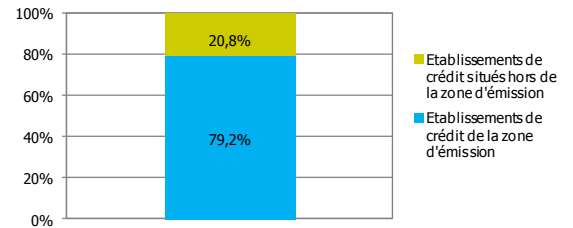
ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Parallèlement aux crédits à l'économie distribués par le système bancaire local, les agents économiques recourent également à des financements auprès d'établissements situés hors du territoire.

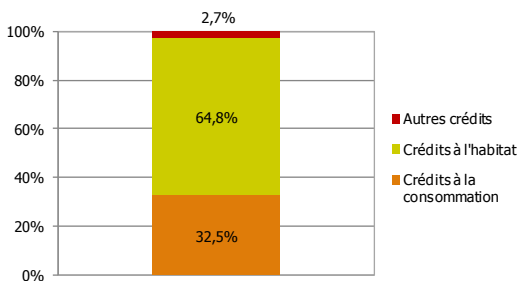
À fin septembre 2013, l'encours brut global des crédits aux agents économiques locaux atteint 605 milliards de F CFP, en hausse de 0,1 % sur le trimestre, mais en retrait de 2,3 % sur un an.

A cette date, les établissements de crédit non installés localement en représentent 21 % des crédits accordés, comme au trimestre précédent. Les collectivités locales, pour lesquelles ils assurent 87 % des financements bancaires, sont leur marché de prédilection, tandis qu'ils interviennent à hauteur de 13 % pour les ménages (essentiellement sur le crédit à l'habitat), et de 4 % pour les entreprises (5 % au trimestre précédent).

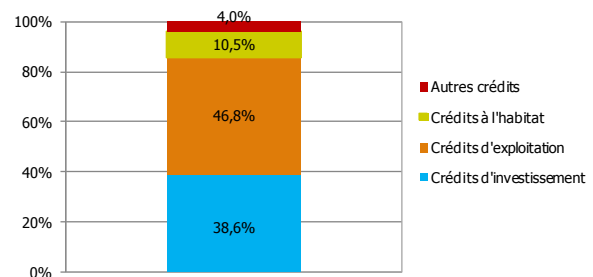
Répartition des concours bancaires sains



Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	sept.-09	sept.-10	sept.-11	sept.-12	déc.-12	mars-13	juin-13	sept.-13	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	13 214	14 041	14 697	14 905	15 527	14 876	14 771	15 427	4,4%	3,5%
<i>Billets</i>	<i>11 242</i>	<i>12 018</i>	<i>12 640</i>	<i>12 794</i>	<i>13 378</i>	<i>12 736</i>	<i>12 618</i>	<i>13 257</i>	5,1%	3,6%
<i>Pièces</i>	<i>1 972</i>	<i>2 023</i>	<i>2 057</i>	<i>2 111</i>	<i>2 149</i>	<i>2 140</i>	<i>2 153</i>	<i>2 171</i>	0,8%	2,8%
Dépôts à vue	149 923	152 409	148 556	150 879	159 874	159 737	159 537	159 245	-0,2%	5,5%
TOTAL M1	163 137	166 449	163 252	165 783	175 401	174 613	174 308	174 673	0,2%	5,4%
M2-M1	105 334	109 605	101 382	100 907	100 114	99 158	98 764	98 460	-0,3%	-2,4%
Comptes sur livrets	105 119	109 385	101 078	100 566	99 758	98 761	98 341	98 042	-0,3%	-2,5%
Comptes épargne logement	215	221	305	342	357	397	423	418	-1,2%	22,4%
TOTAL M2	268 471	276 054	264 635	266 691	275 516	273 771	273 072	273 132	0,0%	2,4%
M3-M2	120 109	118 681	118 338	120 146	123 244	121 099	130 181	124 638	-4,3%	3,7%
Dépôts à terme	111 718	114 579	114 642	118 000	121 170	119 028	128 194	122 898	-4,1%	4,2%
Bons de caisse	7 703	3 649	2 681	2 146	2 073	2 071	1 988	1 739	-12,5%	-18,9%
TOTAL M3	388 580	394 735	382 973	386 837	398 759	394 870	403 253	397 770	-1,4%	2,8%
P1	12 178	13 702	14 895	16 317	16 450	16 840	17 158	17 291	0,8%	6,0%
Plans d'épargne logement	12 178	13 702	14 895	16 317	16 450	16 840	17 158	17 291	0,8%	6,0%
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
M3+P1	400 758	408 437	397 868	403 154	415 209	411 710	420 411	415 061	-1,3%	3,0%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	sept.-09	sept.-10	sept.-11	sept.-12	déc.-12	mars-13	juin-13	sept.-13	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	120 488	131 631	115 277	121 927	123 282	116 927	116 977	119 191	1,9%	-2,2%
Institut d'émission	24 939	34 474	28 861	39 868	46 172	48 271	42 245	45 677	8,1%	14,6%
Etablissements de crédit	95 549	97 157	86 416	82 058	77 109	68 656	74 732	73 514	-1,6%	-10,4%
Créances du Trésor public	10 442	4 709	5 230	5 910	5 245	5 320	5 137	5 172	0,7%	-12,5%
Concours sur ressources monétaires	257 649	258 395	262 466	259 000	270 232	272 622	281 139	273 408	-2,7%	5,6%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	463 892	481 681	483 240	484 404	482 009	476 298	478 534	479 028	0,1%	-1,1%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	206 242	223 286	220 774	225 404	211 776	203 676	197 395	205 620	4,2%	-8,8%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>39 363</i>	<i>38 541</i>	<i>41 524</i>	<i>44 272</i>	<i>44 428</i>	<i>44 217</i>	<i>45 754</i>	<i>45 084</i>	-1,5%	1,8%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>20 090</i>	<i>25 326</i>	<i>28 627</i>	<i>31 205</i>	<i>31 185</i>	<i>31 820</i>	<i>33 299</i>	<i>34 482</i>	3,6%	10,5%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>119 771</i>	<i>133 640</i>	<i>124 864</i>	<i>117 663</i>	<i>103 146</i>	<i>94 623</i>	<i>90 940</i>	<i>86 258</i>	-5,1%	-26,7%
<i>Epargne contractuelle</i>	<i>12 178</i>	<i>13 702</i>	<i>14 895</i>	<i>16 317</i>	<i>16 450</i>	<i>16 840</i>	<i>17 158</i>	<i>17 291</i>	0,8%	6,0%
<i>Divers</i>	<i>14 841</i>	<i>12 076</i>	<i>10 864</i>	<i>15 946</i>	<i>16 568</i>	<i>16 175</i>	<i>10 245</i>	<i>22 506</i>	119,7%	41,1%
Total M3	388 580	394 735	382 973	386 837	398 759	394 870	403 253	397 770	-1,4%	2,8%
Position extérieure nette	-24 222	-36 483	-38 448	-35 605	-26 037	-25 967	-16 208	-12 744	-21,4%	-64,2%

Equilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	sept.-09	sept.-10	sept.-11	sept.-12	déc.-12	mars-13	juin-13	sept.-13	1 trim	1 an
Emplois	484 044	502 961	498 929	503 975	505 048	492 136	495 444	494 601	-0,2%	-1,9%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	463 892	481 681	483 240	484 404	482 009	476 298	478 534	479 028	0,1%	-1,1%
Réserves obligatoires et libres	20 152	21 280	15 689	19 571	23 039	15 838	16 910	15 573	-7,9%	-20,4%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	484 044	502 961	498 929	503 975	505 048	492 136	495 444	494 601	-0,2%	-1,9%
Dépôts collectés (- encaisses)	371 543	383 877	372 594	376 581	387 782	385 099	394 471	389 058	-1,4%	3,3%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	59 452	63 867	70 151	75 477	75 613	76 037	79 053	79 566	0,6%	5,4%
Excédent des opérations diverses des EC	24 999	16 835	14 933	14 128	11 548	2 055	2 232	10 334	363,0%	-26,9%
Réescompte	3 828	1 898	2 803	2 185	4 068	2 977	3 481	2 899	-16,7%	32,7%
Position extérieure nette des EC (si négative)	24 222	36 483	38 448	35 605	26 037	25 967	16 208	12 744	-21,4%	-64,2%
Déficit Emplois-Ressources Clientèle	92 349	97 804	110 646	107 823	94 226	91 199	84 063	89 970	7,0%	-16,6%

Les placements

	En millions de F CFP								Variations	
	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	1 trim	1 an
Sociétés non financières	94 694,4	111 777,7	105 113,8	102 007,5	108 044,9	101 295,6	114 435,7	109 264,0	-4,5%	7,1%
Dépôts à vue	56 235,8	65 996,7	63 110,7	60 098,1	64 120,6	59 885,3	70 560,9	68 204,3	-3,3%	13,5%
Placements liquides ou à court terme	37 991,5	45 234,5	41 508,1	41 350,8	43 385,3	40 867,4	43 371,0	40 503,1	-6,6%	-2,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Placements indexés sur les taux de marché	37 991,5	45 234,1	41 507,8	41 350,8	43 385,3	40 867,4	43 371,0	40 503,1	-6,6%	-2,0%
<i>dont comptes à terme</i>	31 564,5	41 274,8	39 331,9	40 026,9	42 091,6	39 636,4	42 159,0	39 390,6	-6,6%	-1,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	2 457,6	2 226,3	427,4	640,0	626,7	553,8	557,3	556,5	-0,1%	-13,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	688,2	452,3	1 015,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Epargne à long terme	467,1	546,5	495,0	558,6	539,0	542,8	503,8	556,6	10,5%	-0,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	303,7	370,0	249,5	421,4	399,0	366,1	339,6	336,4	-0,9%	-20,2%
Ménages	320 471,0	325 611,4	328 554,3	331 788,5	329 591,6	334 236,1	337 453,6	334 873,4	-0,8%	0,9%
Dépôts à vue	72 441,3	73 768,4	72 336,3	73 146,8	72 591,0	74 824,4	73 888,2	72 566,5	-1,8%	-0,8%
Placements liquides ou à court terme	175 166,6	167 368,1	165 307,9	165 562,5	165 844,2	166 752,8	170 611,3	168 843,1	-1,0%	2,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	102 690,5	106 844,0	98 537,6	98 794,6	98 070,5	96 992,6	96 620,5	96 331,8	-0,3%	-2,5%
<i>dont livrets ordinaires</i>	102 475,9	106 623,5	98 233,3	98 453,1	97 713,7	96 595,6	96 197,4	95 913,7	-0,3%	-2,6%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	214,6	220,6	304,3	341,5	356,8	397,0	423,1	418,1	-1,2%	22,4%
Placements indexés sur les taux de marché	72 476,1	60 524,1	66 770,2	66 767,9	67 773,7	69 760,2	73 990,8	72 511,3	-2,0%	8,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	62 566,5	55 406,0	62 962,6	64 313,7	65 415,7	67 501,4	72 020,2	70 599,0	-2,0%	9,8%
<i>dont bons de caisse</i>	4 419,7	2 365,9	1 945,2	1 455,8	1 403,9	1 391,1	1 330,4	1 181,0	-11,2%	-18,9%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	5 489,9	2 752,3	1 862,4	998,4	954,1	867,7	640,1	731,3	14,2%	-26,8%
Epargne à long terme	72 863,1	84 474,8	90 910,2	93 079,2	91 156,4	92 658,9	92 954,1	93 463,8	0,5%	0,4%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	12 178,1	13 687,2	14 871,7	16 296,2	16 428,3	16 818,1	17 132,7	17 267,4	0,8%	6,0%
<i>dont portefeuille-titres</i>	4 820,9	5 637,1	5 215,4	6 059,0	6 161,7	6 283,5	6 128,4	6 482,7	5,8%	7,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	6 750,2	6 023,9	5 124,1	4 590,9	4 324,7	4 415,8	4 252,1	4 134,8	-2,8%	-9,9%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	49 113,8	59 126,7	65 699,0	66 133,1	64 241,7	65 141,4	65 441,0	65 579,0	0,2%	-0,8%
Autres agents	54 126,3	47 351,7	40 861,0	33 556,9	39 009,7	39 236,6	31 387,9	33 656,8	7,2%	0,3%
Dépôts à vue	21 246,3	12 643,4	13 108,8	17 633,9	23 162,2	25 027,5	15 087,8	18 474,6	22,4%	4,8%
Placements liquides ou à court terme	20 934,8	21 621,0	15 632,1	15 813,8	15 744,3	14 094,6	16 178,6	15 067,5	-6,9%	-4,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 643,2	2 760,8	2 844,4	2 112,7	2 044,0	2 165,4	2 143,5	2 127,9	-0,7%	0,7%
Placements indexés sur les taux de marché	18 291,7	18 860,3	12 787,7	13 701,1	13 700,3	11 929,2	14 035,1	12 939,6	-7,8%	-5,6%
<i>dont comptes à terme</i>	17 586,9	17 898,6	12 347,7	13 659,7	13 662,8	11 890,5	14 014,3	12 908,9	-7,9%	-5,5%
Epargne à long terme	11 945,2	13 087,3	12 120,1	109,2	103,1	114,5	121,5	114,7	-5,5%	5,1%
Total actifs financiers	469 291,7	484 740,8	474 529,1	467 352,9	476 646,1	474 768,3	483 277,2	477 794,3	-1,1%	2,2%
Dépôts à vue	149 923,4	152 408,5	148 555,7	150 878,8	159 873,8	159 737,3	159 536,9	159 245,4	-0,2%	5,5%
Placements liquides ou à court terme	234 092,9	234 223,6	222 448,0	222 727,1	224 973,8	221 714,8	230 160,9	224 413,7	-2,5%	0,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	105 333,7	109 605,1	101 382,4	100 907,3	100 114,4	99 158,0	98 764,0	98 459,7	-0,3%	-2,4%
Placements indexés sur les taux de marché	128 759,2	124 618,5	121 065,7	121 819,8	124 859,4	122 556,8	131 396,9	125 954,0	-4,1%	3,4%
Epargne à long terme	85 275,4	98 108,6	103 525,4	93 747,0	91 798,5	93 316,2	93 579,4	94 135,2	0,6%	0,4%

	En millions de F CFP								Variations	
	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	1 trim	1 an
Dépôts locaux	387 544,7	394 396,8	383 171,6	388 249,8	399 681,5	396 834,6	405 640,3	399 633,9	-1,5%	2,9%
Dépôts à vue	149 923,4	152 408,5	148 555,7	150 878,8	159 873,8	159 737,3	159 536,9	159 245,4	-0,2%	5,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	117 511,8	123 307,5	116 277,6	117 224,8	116 564,1	115 998,2	115 922,2	115 750,6	-0,1%	-1,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	104 256,4	108 981,5	100 686,7	100 565,7	99 757,6	98 761,0	98 340,8	98 041,6	-0,3%	-2,5%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	214,6	220,6	304,6	341,5	356,8	397,0	423,1	418,1	-1,2%	22,4%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	12 178,1	13 702,4	14 895,2	16 317,5	16 449,6	16 840,2	17 158,2	17 290,9	0,8%	6,0%
Dépôts à terme	111 718,0	114 579,3	114 642,2	118 000,2	121 170,1	119 028,3	128 193,6	122 898,5	-4,1%	4,2%
Bons de caisse	7 703,3	3 649,1	2 681,1	2 146,0	2 073,4	2 070,9	1 987,6	1 739,5	-12,5%	-18,9%
Titres de créances négociables	688,2	452,3	1 015,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Epargne hors zone d'émission	81 747,0	90 344,0	91 357,5	79 103,1	76 964,7	77 933,7	77 636,9	78 160,3	0,7%	-1,2%
<i>dont actions</i>	2 655,4	2 827,0	2 499,8	2 339,1	2 316,4	2 429,8	2 316,5	2 696,9	16,4%	15,3%
<i>dont obligations</i>	2 446,2	3 117,5	3 034,6	3 927,1	4 055,0	4 111,9	4 051,4	4 086,0	0,9%	4,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	8 649,8	5 937,7	2 727,3	1 673,6	1 615,8	1 457,7	1 215,7	1 316,1	8,3%	-21,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	18 881,9	19 335,1	17 396,8	5 030,2	4 735,7	4 792,9	4 612,3	4 482,4	-2,8%	-10,9%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	49 113,8	59 126,7	65 699,0	66 133,1	64 241,7	65 141,4	65 441,0	65 579,0	0,2%	-0,8%
Total actifs financiers	469 291,7	484 740,8	474 529,1	467 352,9	476 646,1	474 768,3	483 277,2	477 794,3	-1,1%	2,2%

Les concours des établissements locaux

	En millions de F CFP								Variations	
	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	81 426,9	94 873,6	92 213,3	85 204,2	81 236,3	78 005,556	78 378,2	74 848,9	-4,5%	-12,2%
<i>Créances commerciales</i>	3 353,3	2 989,1	2 984,1	2 380,5	2 608,1	2 031,6	2 123,6	1 898,8	-10,6%	-20,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	40 847,7	47 544,0	49 361,5	45 743,2	40 199,7	39 394,1	38 169,4	39 075,1	2,4%	-14,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	4 234,8	4 232,8	3 613,4	3 301,7	3 592,7	3 525,9	3 655,4	3 651,0	-0,1%	10,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	37 225,8	44 340,6	39 867,8	37 080,4	38 428,5	36 579,9	38 085,2	33 875,0	-11,1%	-8,6%
Crédits d'investissement	58 657,7	54 225,2	54 309,9	58 789,5	59 987,5	57 013,8	57 043,7	60 332,4	5,8%	2,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	57 160,4	53 020,2	53 374,4	57 932,2	59 045,7	56 116,8	56 132,2	59 444,6	5,9%	2,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	5 451,2	5 163,2	4 951,4	4 626,9	4 540,4	4 336,5	4 416,0	4 444,6	0,6%	-3,9%
<i>Crédit-bail</i>	1 497,4	1 205,0	935,5	857,2	941,8	897,0	911,5	887,9	-2,6%	3,6%
Crédits à l'habitat	21 776,7	18 708,4	17 951,8	17 308,3	17 029,7	16 802,5	16 853,8	16 045,5	-4,8%	-7,3%
Autres crédits	14 037,2	13 245,9	11 167,7	9 132,9	8 801,5	8 151,2	6 806,0	7 518,4	10,5%	-17,7%
Encours sain	175 898,5	181 053,2	175 642,8	170 434,8	167 055,0	159 973,2	159 081,6	158 745,3	-0,2%	-6,9%
Ménages										
Crédits à la consommation	97 112,0	93 602,3	86 521,6	82 657,1	83 858,7	81 937,2	81 812,1	81 899,0	0,1%	-0,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	89 949,8	87 278,3	80 656,2	77 358,0	78 729,3	77 034,6	77 043,8	77 092,0	0,1%	-0,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 685,5	4 332,9	3 917,3	3 519,9	3 333,1	3 194,3	3 150,4	3 194,0	1,4%	-9,3%
<i>Crédit-bail</i>	2 476,7	1 991,1	1 948,0	1 779,2	1 796,3	1 708,4	1 617,9	1 613,0	-0,3%	-9,3%
Crédits à l'habitat	132 326,8	135 847,0	140 081,5	144 969,9	146 335,4	146 072,7	146 242,4	147 687,1	1,0%	1,9%
Autres crédits	6 610,7	6 066,6	6 482,3	7 389,1	6 910,0	6 988,4	7 210,9	7 560,8	4,9%	2,3%
Encours sain	236 049,6	235 515,9	233 085,4	235 016,0	237 104,2	234 998,4	235 265,4	237 146,9	0,8%	0,9%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	1 119,3	662,1	658,7	613,7	1 715,6	3 187,3	4 731,4	4 549,6	-3,8%	641,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 030,1	554,5	658,5	613,6	1 715,6	3 187,3	4 731,4	4 549,6	-3,8%	641,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	89,2	107,7	0,2	0,0	0,0			0,0	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	7 365,9	7 376,7	7 118,2	7 436,3	7 262,3	7 411,1	7 411,8	6 871,9	-7,3%	-7,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	7 365,9	7 376,7	7 118,2	7 436,3	7 262,3	7 406,4	7 407,5	6 871,9	-7,2%	-7,6%
<i>Crédit-bail</i>						4,7	4,4		n.s.	n.s.
Crédits à l'habitat	71,5	65,7	359,2	319,5	308,0	306,1	294,6	292,8	-0,6%	-8,4%
Autres crédits	319,0	282,1	224,5	195,5	386,7	360,5	355,5	351,4	-1,2%	79,8%
Encours sain	8 875,7	8 386,6	8 360,5	8 564,9	9 672,6	11 265,1	12 793,4	12 065,7	-5,7%	40,9%
Autres agents										
Encours sain	6 098,3	8 667,7	9 014,7	9 444,2	10 130,1	10 241,7	10 880,6	10 462,0	-3,8%	10,8%
TOTAL										
Encours sain	426 922,1	433 623,3	426 103,4	423 459,9	423 961,8	416 478,3	418 021,1	418 419,9	0,1%	-1,2%
Créances douteuses brutes	36 777,7	48 059,0	57 162,2	60 962,6	58 063,6	59 837,4	60 529,4	60 625,9	0,2%	-0,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	16 688,1	22 733,0	28 535,1	29 757,5	26 527,3	27 665,7	27 230,7	26 144,3	-4,0%	-12,1%
<i>(dt) Entreprises</i>	10 898,7	17 146,2	20 998,8	22 204,3	19 749,4	20 345,2	19 372,7	18 395,8	-5,0%	-17,2%
<i>(dt) Ménages</i>	5 775,9	5 573,8	7 450,9	7 514,3	6 742,5	7 284,3	7 824,8	7 713,1	-1,4%	2,6%
<i>Provisions</i>	20 089,6	25 326,0	28 627,2	31 205,1	31 536,3	32 171,7	33 298,7	34 481,6	3,6%	10,5%
Encours brut total	463 699,7	481 682,3	483 265,6	484 422,5	482 025,5	476 315,7	478 550,4	479 045,8	0,1%	-1,1%
Taux de créances douteuses	7,9%	10,0%	11,8%	12,6%	12,0%	12,6%	12,6%	12,7%	0,0 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	54,6%	52,7%	50,1%	51,2%	54,3%	53,8%	55,0%	56,9%	1,9 pt	5,7 pt

Les crédits à l'économie

Ensemble des établissements de crédit

	En millions de F CFP								Variations	
	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	81 539,6	95 070,3	93 335,0	85 520,8	81 559,2	78 320,1	78 746,9	75 167,5	-4,5%	-12,1%
<i>Créances commerciales</i>	3 353,3	2 989,1	3 081,2	2 488,8	2 727,2	2 138,7	2 228,4	2 014,9	-9,6%	-19,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	40 847,7	47 544,0	49 361,7	45 743,5	40 199,9	39 394,3	38 169,6	39 075,3	2,4%	-14,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	4 234,8	4 232,8	3 613,4	3 301,7	3 592,7	3 525,9	3 655,4	3 651,0	-0,1%	10,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	37 338,6	44 537,2	40 892,1	37 288,6	38 632,1	36 787,0	38 348,9	34 077,2	-11,1%	-8,6%
Crédits d'investissement	70 421,7	65 155,0	64 677,4	68 446,4	68 693,2	65 439,9	64 835,9	65 938,2	1,7%	-3,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	68 624,2	63 664,4	63 460,5	67 335,0	67 501,3	64 285,8	63 682,9	64 801,8	1,8%	-3,8%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	5 456,2	5 186,0	5 007,4	4 626,9	4 540,4	4 336,5	4 416,0	4 444,6	0,6%	-3,9%
<i>Crédit-bail</i>	1 797,5	1 490,6	1 217,0	1 111,4	1 191,9	1 154,1	1 153,0	1 136,4	-1,4%	2,2%
Crédits à l'habitat	21 776,7	18 708,4	17 972,3	18 168,4	17 886,9	17 657,1	17 705,7	16 894,6	-4,6%	-7,0%
Autres crédits	14 315,2	13 245,9	11 167,7	9 132,9	8 801,5	8 151,2	6 806,0	7 518,4	10,5%	-17,7%
Encours sain	188 053,2	192 179,6	187 152,6	181 268,5	176 940,8	169 568,3	168 094,4	165 518,6	-1,5%	-8,7%
Ménages										
Crédits à la consommation	102 129,5	99 016,0	92 162,8	88 459,8	89 678,4	87 786,8	87 741,7	88 025,7	0,3%	-0,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	94 967,2	92 692,1	86 295,1	83 160,5	84 549,0	82 883,8	82 971,8	83 217,1	0,3%	0,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 685,5	4 332,9	3 917,3	3 520,0	3 333,1	3 194,3	3 150,4	3 194,0	1,4%	-9,3%
<i>Crédit-bail</i>	2 476,7	1 991,1	1 950,3	1 779,3	1 796,3	1 708,7	1 619,5	1 614,6	-0,3%	-9,3%
Crédits à l'habitat	158 536,1	162 736,4	169 415,6	174 236,3	175 465,6	175 240,4	175 274,3	176 717,8	0,8%	1,4%
Autres crédits	6 610,7	6 091,1	6 482,3	7 389,1	6 941,6	7 029,6	7 275,8	7 692,5	5,7%	4,1%
Encours sain	267 276,3	267 843,5	268 060,7	270 085,1	272 085,6	270 056,8	270 291,7	272 436,1	0,8%	0,9%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	1 119,3	662,1	658,7	613,7	1 715,6	3 187,3	4 731,4	4 549,6	-3,8%	641,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 030,1	554,5	658,5	613,6	1 715,6	3 187,3	4 731,4	4 549,6	-3,8%	641,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	89,2	107,7	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	77 508,6	87 254,5	86 554,8	93 925,5	89 583,8	89 567,2	87 247,9	88 285,7	1,2%	-6,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	77 505,4	87 254,5	86 554,8	93 925,5	89 583,8	89 562,5	87 243,5	88 285,7	1,2%	-6,0%
Crédits à l'habitat	1 805,3	2 587,4	2 982,6	1 194,8	1 135,3	1 133,5	1 073,4	1 071,5	-0,2%	-10,3%
Autres crédits	798,8	282,1	224,5	262,1	386,7	360,5	355,5	351,4	-1,2%	34,1%
Encours sain	81 232,0	90 786,2	90 420,6	95 996,1	92 821,4	94 248,5	93 408,2	94 258,2	0,9%	-1,8%
Autres agents										
Encours sain	7 375,5	8 667,7	9 014,8	9 923,7	10 311,6	10 696,3	11 056,3	10 893,2	-1,5%	9,8%
TOTAL										
Encours sain	543 937,1	559 477,0	554 648,6	557 273,5	552 159,5	544 569,9	542 850,7	543 106,0	0,0%	-2,5%
<i>dont ECHZE</i>	117 015,0	125 853,6	128 545,2	133 813,6	128 197,7	128 091,5	124 829,6	124 686,1	-0,1%	-6,8%
Créances douteuses brutes	37 216,7	48 927,8	58 465,6	62 097,5	59 132,0	60 804,4	61 464,3	61 878,9	0,7%	-0,4%
<i>Créances douteuses nettes</i>	17 017,2	23 491,9	29 497,4	30 681,6	27 385,9	28 424,1	27 958,4	27 080,6	-3,1%	-11,7%
<i>(dt) Entreprises</i>	10 914,6	17 532,6	21 512,7	22 810,9	20 188,4	20 764,1	19 673,5	18 694,0	-5,0%	-18,0%
<i>(dt) Ménages</i>	6 089,2	5 946,3	7 794,1	7 831,6	7 162,0	7 623,7	8 251,7	8 297,2	0,6%	5,9%
<i>Provisions</i>	20 199,5	25 435,9	28 968,2	31 416,0	31 746,2	32 380,3	33 505,9	34 798,3	3,9%	10,8%
Encours brut total	581 153,8	608 404,7	613 114,3	619 371,0	611 291,5	605 374,3	604 315,0	604 985,0	0,1%	-2,3%
<i>Taux de créances douteuses</i>	6,4%	8,0%	9,5%	10,0%	9,7%	10,0%	10,2%	11,4%	1,2 pt	1,4 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	54,3%	52,0%	49,5%	50,6%	53,7%	53,3%	54,5%	77,8%	23,3 pt	27,2 pt

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN
Éditeur et imprimeur : IEOM - Achevé d'imprimer : Décembre 2013